

Construire une « alliance de Paris pour le climat »

Par Laurence TUBIANA

Ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, représentante spéciale pour la Conférence Paris Climat 2015.

La Conférence de Lima passée, nous sommes désormais à moins d'un an du plus grand évènement diplomatique jamais organisé en France : la 21^{ème} Conférence des Parties à la Convention climat des Nations Unies, connue plus simplement sous le nom de « COP21 », et encore plus simplement sous le surnom de « Paris Climat 2015 ».

Qu'une des revues parmi les plus anciennes - et les plus respectées - consacrées à la science, à la technique et à l'économie choisisse de consacrer un numéro entier aux négociations climatiques est en soi une preuve de l'importance de cette conférence historique.

Pendant deux décennies, ces négociations se sont déroulées hors du radar des médias et du grand public - à l'exception notable, mais malheureuse, du sommet de Copenhague, en 2009. Mais à l'approche de la Conférence de Paris, les yeux se tournent à nouveau vers l'enjeu climatique.

Le tout premier éditorial des Annales des Mines (sous la signature de Charles Coquebert) disait, en 1794 : « Nous concluons peu, nous douterons souvent et nous engageons nos concitoyens à se défier du ton d'assurance qu'il est si facile de prendre et si dangereux d'écouter ».

Si un tel précepte reste des plus sages pour une revue académique, il est en revanche devenu impensable lorsqu'il s'agit du défi climatique : le temps du doute sur l'origine humaine du dérèglement climatique est derrière nous ; celui de la conclusion d'un accord universel est devant nous.

À quoi pourrait ressembler un tel accord ?

Le rôle de la France, en tant que futur hôte et Présidence des négociations, n'est pas de l'écrire un an à l'avance. La COP20 de Lima a d'ailleurs permis d'élaborer un premier projet dans lequel toutes les options restent ouvertes. Pour durer, pour atteindre ses objectifs, cet accord devra être négocié par tous, et pour tous. On peut toutefois commencer à imaginer les contours d'un « bon » accord, ou plutôt d'un bon résultat, puisque le succès de Paris ne se mesurera pas à l'aune d'un seul texte.

L'accord en lui-même sera bien sûr essentiel. Il fixera des règles communes de transparence, d'accès équitable aux financements, ou encore de renforcement des engagements, qui permettront de construire la confiance entre les pays. Il devra être suffisamment flexible pour servir de cadre à l'action contre le dérèglement climatique durant des décennies et, en même temps, suffisamment précis pour accélérer dès son adoption la transition vers des économies résilientes et sobres en carbone.

Aux côtés de l'accord proprement dit, on trouvera les « contributions nationales » : ce que chaque pays est prêt à faire chez lui pour participer à l'effort commun. L'Union européenne, la Chine, les États-Unis ont montré la voie, ces dernières semaines. Il faudra que l'ensemble des autres nations leur emboîtent le pas.

Les finances sont également une composante essentielle de ce que nous recherchons pour Paris Climat 2015 : des engagements immédiats pour abonder le Fonds Vert pour le Climat (nous en sommes, depuis Lima, à plus de 10 milliards de dollars de capitalisation initiale !), mais aussi des objectifs et des règles de comptabilisation qui permettront de renforcer l'efficacité des financements publics et de maximiser leur effet de levier sur les financements privés.

Enfin, il faudra que la COP21 serve de catalyseur et d'accélérateur aux innombrables initiatives multi-acteurs qui existent en faveur du climat : coalitions États-entreprises-ONG pour la détermination d'un prix du carbone, projets sectoriels dans les indus-

tries fossiles, élaboration d'une déclaration pour éradiquer la déforestation avant 2030... Toutes ces initiatives doivent entrer en résonnance avec les négociations climatiques pour qu'elles puissent se renforcer mutuellement.

Ces quatre piliers - l'accord, les contributions, les finances et les initiatives parallèles - devront nous permettre de poser un pied dans l'après-carbone. Ce qui se dessine dès aujourd'hui, c'est la perspective d'une Alliance de Paris pour le climat. Non pas une dilution de la responsabilité des États, mais la prise en compte du fait que le défi climatique ne pourra être réglé entre diplomates : parce que ce défi implique une transformation profonde de la façon dont nous produisons et dont nous consommons, dont nous construisons et dont nous prospérons, nous aurons aussi besoin des entrepreneurs, des maires, des scientifiques, des citoyens. Et nous aurons besoin de vous !

Alors : bonne lecture de ce numéro exceptionnel, rendez-vous, à Paris, pour la COP21, et rendez-vous - chaque jour - pour la protection de la planète !